

# Premier éclairage sur les PME de l'industrie française en 2002, à partir de l'échantillon Centrale de bilans

*Les performances des PME industrielles ont été caractérisées, en 2002, par les évolutions suivantes :*

- *un infléchissement de l'activité se manifestant notamment par :*
  - *un ralentissement de la croissance du chiffre d'affaires, tant en valeur qu'en volume ;*
  - *une réduction des effectifs salariés ;*
  - *une contraction sensible de l'investissement d'exploitation, sous l'effet du ralentissement de la demande intérieure conjuguée à une conjoncture mondiale atone ;*
- *une légère dégradation des résultats dégagés par l'entreprise, qui s'est traduite par :*
  - *la baisse des indicateurs de marge et de rentabilité ;*
  - *une modification de la répartition des revenus, avec une augmentation des parts de charges de personnel et d'autofinancement et une diminution des parts versées à l'État, aux prêteurs et aux actionnaires ;*
- *un accroissement du taux de couverture des investissements par les ressources générées au sein de l'entreprise ;*
- *une amélioration des équilibres financiers due à :*
  - *la progression des capitaux propres ;*
  - *la diminution de l'endettement financier marquée par :*
    - *un recours moins important au crédit bancaire avec une réduction sensible des encours de crédits bancaires courants,*
    - *une très légère augmentation de la part du groupe et des associés dans les dettes financières,*
    - *une stabilisation du financement par obligations,*

*que reflètent :*

- *une baisse du taux d'endettement,*
- *une amélioration de la contrainte de solvabilité due à une diminution des charges d'intérêt,*
- *une couverture des capitaux investis par des ressources stables mieux assurée qu'en 2001.*

Dominique BOISSONADE  
Direction des Entreprises  
Observatoire des entreprises

**Méthodologie**

La présente étude a été réalisée en juin 2003, à partir d'une population de 6 290 entreprises de moins de 500 salariés soumises à l'impôt sur les sociétés et employant 371 965 personnes en 2002. Menée sur un échantillon nécessairement restreint à ce moment de l'année, l'analyse conduite ne prétend pas à l'exhaustivité et n'a pour seule ambition que de fournir un premier éclairage sur le comportement des petites et moyennes entreprises (PME) en 2002. Elle précède l'étude qui sera menée sur un échantillon plus large de PME et de grandes entreprises, représentatif de l'ensemble de l'industrie manufacturière : « La situation des entreprises industrielles — Bilan 2002 », à paraître en septembre prochain.

Le présent échantillon, constitué le 1<sup>er</sup> juin 2003, a un taux de couverture de 19,9 %, mesuré en termes d'effectifs, par rapport aux PME du fichier exhaustif des firmes imposées sur les bénéfices industriels et commerciaux au régime du bénéfice réel normal (BIC-BRN) de l'INSEE.

**Caractéristiques de l'échantillon des PME de l'industrie**

NES Niveau « 16 »	Nombre d'entreprises	Échantillon Centrale de bilans 2002				INSEE 2000 BIC-BRN		Taux de couverture (a)/(b) en %
		Valeur ajoutée		Effectifs (a)		Effectifs (a)		
		En millions d'euros	Structure en %	En unités (a)	Structure en %	En unités (b)	Structure en %	
EB	820	4 408	16,0	48 059	12,9	251 515	13,5	19,1
EC	116	4 641	16,8	67 678	18,2	373 134	20,0	18,1
ED	126	702	2,5	11 418	3,1	52 143	2,8	21,9
EE	1 382	6 984	25,4	79 941	21,5	363 207	19,5	22,0
EF	2 846	10 815	39,3	164 869	44,3	824 871	44,2	20,0
Industrie	6 290	27 550	100,0	371 965	100,0	1 864 870	100,0	19,9

NB : PME : effectifs  $\leq 500$

EC : industrie des biens de consommation – EF : industrie des biens intermédiaires

ED : industrie automobile

EB : industries agroalimentaires – EE : industrie des biens d'équipement

**1. Nouveau ralentissement de l'activité en 2002**

Une diminution du rythme de la croissance économique a été observée tant dans les pays de l'Union européenne qu'aux États-Unis. Sur l'ensemble de l'année, pour la zone euro, la progression du PIB a été de 0,8 %<sup>1</sup> en moyenne annuelle. En France, la légère reprise enclenchée début 2002 s'est essouffée à partir de l'été pour laisser place au ralentissement qui s'est amplifié au cours du dernier trimestre de l'année.

Dans ce contexte, selon les statistiques établies sur la « Centrale de bilans » de la Banque de France, l'activité des PME de l'industrie manufacturière française n'a que très faiblement progressé. Le chiffre d'affaires des PME industrielles a augmenté de 0,3 % seulement en 2002, soit un fléchissement sensible par rapport à la croissance observée en 2001 (4,7 %).

<sup>1</sup> Source : données Eurostat

Cette faible progression de l'activité au sein des PMI est la conjonction de plusieurs facteurs.

***La production industrielle a reculé de 0,3 % en valeur, alors qu'elle avait augmenté de 4,7 % en 2001***

Cette évolution est le résultat de deux phénomènes :

- la baisse des débouchés extérieurs liée au ralentissement des échanges entre grands pays industriels européens et aux incertitudes géopolitiques ;
- un mouvement de déstockage dû aux anticipations des entreprises.

***Les prix à la production de l'industrie manufacturière ont globalement diminué en 2002***

Hors énergie, les prix des produits manufacturés ont diminué de 1 % au cours de l'année. De ce fait, les taux de variation du chiffre d'affaires et de la production sont plus élevés en volume (respectivement, + 1,3 % et + 0,6 %) qu'en valeur. En 2001, les taux de variation en volume du chiffre d'affaires et de la production avaient été de 3,9 %.

#### Taux de variation des prix à la production

	Industrie manufacturière	EB	EC	ED	EE	EF
						(en %)
2001	0,8	4,3	1,1	1,8	- 0,8	- 0,1
2002	- 1,0	- 0,4	0,3	1,4	- 1,9	- 2,4

EB : industries agroalimentaires

EE : industrie des biens d'équipement

EC : industrie des biens de consommation

EF : industrie des biens intermédiaires

ED : industrie automobile

Source : « évolutions annuelles sur l'industrie manufacturière, y compris les industries agroalimentaires (EB) et hors énergie (EF) », INSEE

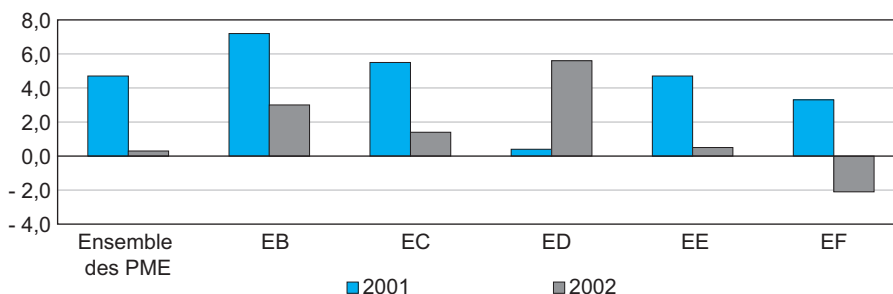
En 2002, la baisse des prix à la production a été plus sensible que l'année précédente dans les biens intermédiaires et les biens d'équipement. Dans les industries agroalimentaires, une petite diminution de prix a succédé à une hausse substantielle. Les prix des biens de consommation ont légèrement augmenté. Dans l'industrie automobile, cette hausse a été plus marquée.

***Sous l'effet du ralentissement des échanges mondiaux, les exportations de produits manufacturés n'ont progressé que de 1,3 % en 2002***

Cette augmentation en valeur des exportations tient compte de l'appréciation de l'euro qui masque une progression moins favorable en volume. Toutefois, le rythme de progression des exportations, plus élevé que celui du chiffre d'affaires, a permis une augmentation du taux d'exportation (22,4 %, contre 22,2 % en 2001).

## Taux de variation du chiffre d'affaires en valeur

(en %)



EB : industries agroalimentaires

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

La croissance du chiffre d'affaires au sein des grands compartiments économiques a été relativement diversifiée.

Dans les industries agroalimentaires et les biens de consommation, secteurs qui ont continué à bénéficier du dynamisme de la consommation des ménages, la croissance a été la meilleure, mais la progression en valeur a été nettement inférieure à celle observée l'année précédente : + 3,0 % en 2002, contre + 7,2 % en 2001, dans les industries agroalimentaires, et + 1,4 % en 2002, contre + 5,5 % en 2001, dans les biens de consommation. En volume, ces évolutions ont été plus comparables d'une année sur l'autre ; elles se sont fixées à 3,4 % en 2002, contre 2,8 % en 2001, dans les industries agroalimentaires, et à 1,1 %, contre 4,4 %, dans les biens de consommations.

Dans l'industrie automobile, la progression du chiffre d'affaires en valeur a été de 5,6 % en 2002, contre 0,4 % en 2001. Ce secteur a bénéficié d'une reprise, quoique de très courte durée, des immatriculations (fin 2001 et durant la première partie de l'année 2002) et de la croissance des exportations (3,3 %). La variation du chiffre d'affaires en volume s'est établie à 4,1 %.

Le chiffre d'affaires de l'industrie des biens d'équipement, pénalisé par le recul de l'investissement des entreprises et la baisse du dollar, a marqué le pas (+ 0,5 % en 2002, contre 4,7 % en 2001). Sa variation en volume a été toutefois un peu plus élevée qu'en valeur en 2002, + 2,5 %, contre + 5,5 % en 2001.

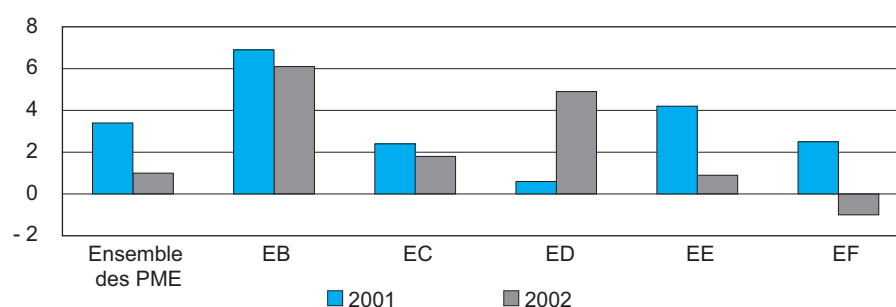
L'industrie des biens intermédiaires a connu un recul de son chiffre d'affaires (- 2,1 % en 2002, au lieu de + 3,3 % en 2001). Ce recul s'explique, pour l'essentiel, par la diminution sensible des prix à la production : l'évolution du chiffre d'affaires en volume a été légèrement positive en 2002 (0,3 %, contre + 3,4 % en 2001). Au sein de ce compartiment économique, si toutes les sous-familles d'activité ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires en valeur, l'industrie textile (- 6,7 %) et les industries de composants électriques et électroniques ont le plus souffert du ralentissement (respectivement, - 6,7 % et - 18,6 %).

La progression de la valeur ajoutée produite <sup>2</sup> des PME industrielles s'est sensiblement ralentie en 2002 (1 %, contre 3,4 % en 2001). Cette évolution a été légèrement plus favorable que celle du chiffre d'affaires, car la diminution du montant des consommations élargies <sup>3</sup> (– 0,6 % en 2002) a été plus marquée que celle de la production (– 0,3 %). Au sein du poste « consommations élargies », la sous-traitance de fabrication et le coût des matières consommées et des marchandises vendues ont reculé en 2002, alors que les achats et charges externes retraités <sup>4</sup> ont continué de croître.

L'accroissement modéré de la valeur ajoutée produite (1 %), en regard de la légère baisse de la production globale <sup>5</sup> (– 0,3 %), a conduit à une légère progression du taux de valeur ajoutée (valeur ajoutée / production globale) qui s'est inscrit à 32,9 % en 2002, contre 32,6 % l'année précédente.

### Taux de variation de la valeur ajoutée produite

(en %)



EB : industries agroalimentaires  
 EC : industrie des biens de consommation  
 ED : industrie automobile  
 EE : industrie des biens d'équipement  
 EF : industrie des biens intermédiaires

L'examen par grand compartiment économique révèle une évolution différenciée selon les secteurs. Ainsi, la progression de la valeur ajoutée a été soutenue dans les industries agroalimentaires (6,1 %) et dans l'industrie automobile (4,9 %). Elle a été plus modérée dans les biens de consommation (1,8 %) et dans les biens d'équipement (0,9 %). Les biens intermédiaires enregistrent un recul de la valeur ajoutée (– 1,0 %), moins prononcé cependant que celui du chiffre d'affaires, en raison d'une diminution des consommations élargies (– 3,4 %), elle-même liée à une légère baisse du coût des matières consommées.

<sup>2</sup> La valeur ajoutée produite est issue de la nouvelle méthodologie Centrale de bilans visant à retraiter certaines charges et subventions afin d'obtenir un solde plus significatif au plan économique. À la notion de valeur ajoutée définie par le Plan comptable général 1982, sont ajoutées les subventions d'exploitation en complément de prix, ainsi que les loyers de location financement et les charges de personnel extérieur (ces deux dernières grandeurs étant déduites des charges externes). Par ailleurs, elle inclut les impôts et taxes.

<sup>3</sup> Consommations élargies = sous-traitance de fabrication + achats et charges externes retraités + coût des matières consommées + coût des marchandises vendues

<sup>4</sup> Achats et charges externes retraités = charges externes – frais sur achats – sous-traitance de fabrication – loyer de crédit bail – personnel extérieur

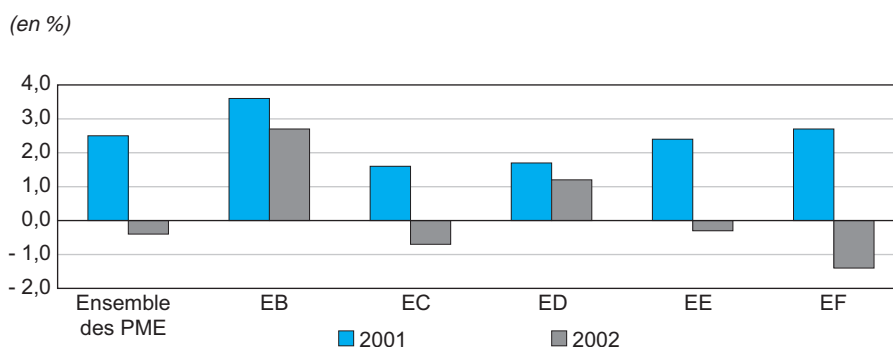
<sup>5</sup> Production globale = production + ventes de marchandises + subventions d'exploitation en complément de prix

## 2. Recul des effectifs et de l'investissement, léger repli des besoins en fonds de roulement

### 2.1. Les effectifs

Le faible niveau de l'activité en 2002 dans l'ensemble des PME industrielles s'est traduit par une diminution des emplois. Les effectifs ont reculé de 0,4 % alors qu'ils avaient progressé de 2,5 % en 2001.

#### Taux de variation des effectifs



EB : industries agroalimentaires

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

Cette évolution a été particulièrement marquée dans les PME des biens intermédiaires (- 1,4 %, contre 2,7 % en 2001). Deux autres secteurs enregistrent un recul du nombre de salariés : les biens de consommation (- 0,7 %, contre 1,6 % en 2001) et les biens d'équipement (- 0,3 %, contre 2,4 % en 2001).

À l'inverse, les industries agroalimentaires et l'industrie automobile ont continué de créer des emplois en 2002 (respectivement, + 2,7 % et + 1,2 %).

L'ajustement des effectifs a également concerné le travail intérimaire qui a reculé en 2002 : la part du personnel extérieur dans les charges de personnel a diminué, elle représente 7,3 % en 2002, contre 7,8 % en 2001. Cette part s'est sensiblement contractée par rapport à 2001 dans les biens d'équipement (7 %, contre 8 %), ainsi que dans les biens intermédiaires (7,9 %, contre 8,5 %). À l'inverse, elle a progressé dans l'industrie agroalimentaire (8,0 % en 2002, contre 7,7 % en 2001) ainsi que dans l'industrie automobile (8,8 %, contre 7,8 %). Enfin, elle est restée stable dans les biens de consommations, à 5,7 %.

Le rendement apparent de la main-d'œuvre (valeur ajoutée / effectifs) a légèrement augmenté en 2002, pour s'établir à 49,4 milliers d'euros, contre 48,7 milliers un an auparavant. Ce mouvement se retrouve dans tous les grands secteurs productifs, les industries agroalimentaires conservant le rendement de la main-d'œuvre le plus élevé (57 milliers d'euros en 2002).

## 2.2. L'investissement

Le ralentissement de la demande étrangère et les incertitudes liées à l'environnement géopolitique mondial ont lourdement pesé sur les décisions d'investissement des chefs d'entreprise.

Ainsi, le montant de l'investissement d'exploitation <sup>6</sup> des PME de l'industrie a diminué de 11 % en 2002. En 2001, ce recul avait été de 4,2 %.

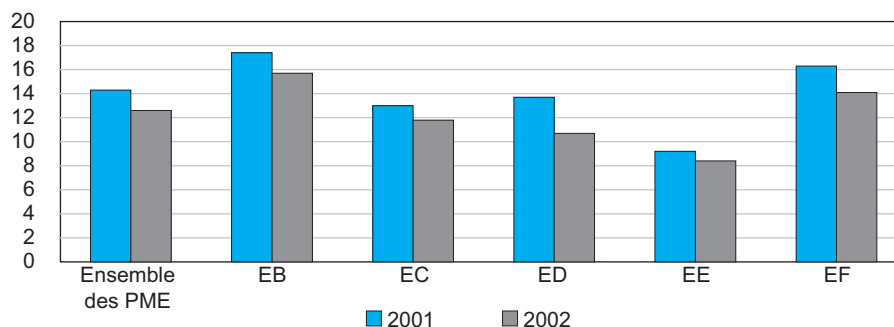
Le montant de l'investissement d'exploitation a été réduit quel que soit le secteur. Cette contraction a été particulièrement marquée dans l'industrie automobile (– 18,0 %) et dans les biens intermédiaires (– 14,4 %) ; elle a été substantielle dans les industries des biens d'équipement et des biens de consommation (– 8 %). Ce recul, quoique plus modéré, a également affecté les industries agroalimentaires (– 4,7 %).

En 2002, le taux d'investissement d'exploitation (investissement d'exploitation/valeur ajoutée produite) a donc sensiblement reculé, s'établissant à 12,6 %, contre 14,3 % un an auparavant. Cette évolution, qui a touché tous les secteurs de l'industrie, a été plus marquée dans l'industrie automobile (10,7 % en 2002, contre 13,7 % en 2001) et dans les biens intermédiaires (14,1 %, contre 16,3 %).

### Taux d'investissement d'exploitation

(Investissement d'exploitation / valeur ajoutée CDB produite)

(en %)



EB : industries agroalimentaires

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

<sup>6</sup> La notion d'investissement d'exploitation regroupe tant les acquisitions d'immobilisations corporelles que celles d'immobilisations incorporelles, afin d'apprécier notamment l'effort d'investissement en matière de recherche et développement, formation, élaboration de brevets et logiciels potentiellement porteurs pour le développement de l'entreprise. L'investissement d'exploitation incorpore également les nouveaux contrats de location-financement (crédit-bail et location financière), dès lors qu'il ne s'agit pas de contrats de *lease-back*.



À l'inverse, le rapport entre les dépenses immatérielles <sup>7</sup> et la valeur ajoutée, qui mesure l'effort de recherche, de développement, de formation, d'élaboration de brevets et de logiciels ainsi que les dépenses commerciales (essentiellement de publicité), a de nouveau progressé en 2002, pour se situer à un niveau de 6,3 %, contre 6,0 % en 2001.

Dans les industries agroalimentaires, ce ratio continue de s'établir à un niveau très sensiblement supérieur à celui observé dans les autres compartiments productifs. Sous l'effet de l'accroissement des dépenses en publicité et en logiciels, il a atteint 19,3 % en 2002, contre 18,7 % en 2001.

Par comparaison, dans les autres grands secteurs économiques, le taux de dépenses immatérielles est beaucoup plus faible. Il a légèrement progressé dans les industries des biens de consommation (7,7 %, contre 7,4 % en 2001) et dans les industries des biens intermédiaires (3,0 %, contre 2,8 % en 2001). Il s'est maintenu dans les biens d'équipements à 3,3 %, mais a reculé dans l'industrie automobile (2,5 %, contre 3,0 % en 2001).

L'équipement d'exploitation <sup>8</sup> par salarié s'est accru en 2002, passant de 49,2 milliers d'euros à 51,5 milliers (+ 4,3 % en montant total). Cette évolution s'observe dans tous les secteurs. C'est dans l'industrie agroalimentaire que cet indicateur est le plus élevé : il a atteint 79,6 milliers d'euros en 2002, contre 77,6 milliers en 2001.

### 2.3. Les besoins en fonds de roulement d'exploitation

Le poids des besoins en fonds de roulement d'exploitation des PME industrielles, exprimé en jours de chiffre d'affaires, s'est légèrement replié, revenant de 69,7 jours en 2001 à 68,9 jours en 2002. Cette tendance provient essentiellement d'un allègement des charges nées du crédit interentreprises (représentant 25,1 jours en 2002, contre 26 jours en 2001).

Les besoins en fonds de roulement d'exploitation sont demeurés relativement proches de la moyenne des PME dans les industries agroalimentaires, les biens de consommation et les biens intermédiaires (respectivement, 70,8 jours, 69,5 jours et 70,6 jours). Dans les biens d'équipement, cet indicateur se situe un peu en dessous de la moyenne, à 64,3 jours. En revanche, il est sensiblement plus faible dans l'industrie automobile, avec 55,6 jours de chiffre d'affaires, du fait de la pratique généralisée de la gestion à flux tendus qui se traduit par un poids des stocks plus faible, soit 51 jours de chiffre d'affaires ; le crédit interentreprises y est également modéré (20 jours).

<sup>7</sup> Les dépenses immatérielles figurent dans les charges au compte de résultat et s'apparentent à des investissements immatériels.

<sup>8</sup> L'équipement d'exploitation inclut les immobilisations incorporelles et exclut les terrains et constructions. Ces derniers, enregistrés au coût historique dans les bilans ou parfois externalisés, peuvent être très disparates d'une entreprise à l'autre. Le fait de les exclure de l'équipement d'exploitation vise à ne mesurer que ce qui est strictement de l'équipement destiné à l'exploitation.



Les délais de règlement clients et fournisseurs ont globalement diminué en 2002 : les délais de règlement clients, exprimés en jours de chiffre d'affaires, ont reculé de 75,2 jours en 2001, à 73,9 jours en 2002 ; les délais de règlement fournisseurs, mesurés en jours d'achats, sont passés de 69,3 jours en 2001, à 68,8 jours en 2002.

Au sein des grands secteurs productifs, les PME des industries agroalimentaires présentent les délais les plus faibles tant en termes de délais clients (49 jours de chiffre d'affaires en 2002), qu'en termes de délais fournisseurs (55,1 jours d'achats en 2002).

À l'inverse, les PME des industries de biens d'équipement affichent les délais de règlement les plus élevés : pour les clients, ils atteignent 88,8 jours de chiffre d'affaires et, pour les fournisseurs, 78,3 jours d'achats.

Dans les PME des biens de consommation, les délais de règlement clients et fournisseurs ressortent à, respectivement, 78 jours de chiffre d'affaires et 70,8 jours d'achats en 2002. Dans les PME des biens intermédiaires, ils se situent à, respectivement, 78,8 jours et 72,5 jours. Enfin, dans l'industrie automobile, les délais de règlement clients et fournisseurs ont des niveaux très comparables (respectivement, 73,7 jours et 72,1 jours).

Dans un contexte de ralentissement économique dans les principaux pays industriels, les PME de l'industrie française ont connu, en 2002, un infléchissement marqué de leur croissance, une réduction des effectifs salariés et une baisse sensible de l'investissement d'exploitation.

### 3. Légère dégradation des indicateurs de résultat et de rentabilité

#### 3.1. Les résultats d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation<sup>9</sup> représente le revenu que les entreprises obtiennent de leur exploitation. Globalement, son montant a diminué, en 2002, de 1,3 % dans les PME industrielles. Toutefois, au plan sectoriel, l'évolution a été très contrastée. Trois compartiments économiques affichent une dégradation, sensible dans les biens intermédiaires (– 6,3 %) et modérée dans les biens de consommation et les biens d'équipement (– 0,2 % et – 1,8 %, respectivement). À l'opposé, le résultat brut d'exploitation des industries agroalimentaires a progressé de 8,6 % et celui de l'industrie automobile de 16,6 % en 2002.

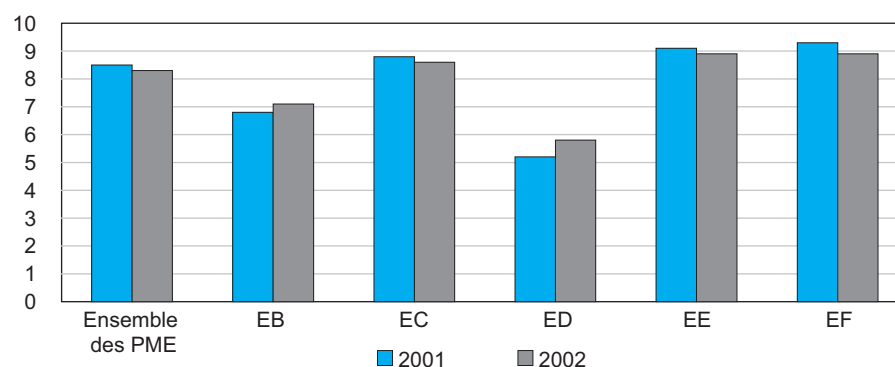
<sup>9</sup> Résultat brut d'exploitation = valeur ajoutée produite + autres produits et charges d'exploitation retraités (extraits) – impôts, taxes et versements assimilés – charges de personnel (salaires, charges sociales et personnel extérieur)  
Les autres produits et charges retraités relèvent de l'exploitation, mais représentent moins de 1 % de la valeur ajoutée. Ils comprennent :  
– les subventions d'exploitation (prime à l'embauche),  
+ les redevances reçues  
– les redevances versées sur brevets  
+ les revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles  
+ les escomptes de règlements obtenus  
– les escomptes de règlements accordés  
+ les revenus de créances commerciales  
– les intérêts sur dettes commerciales  
– les pertes sur créances irrécouvrables ayant un caractère habituel en raison de la nature de l'activité.

Le taux de résultat brut d'exploitation, qui rapporte le résultat brut d'exploitation au chiffre d'affaires hors taxes, constitue une première mesure de la performance industrielle et commerciale des entreprises. Cet indicateur n'est pas influencé par les décisions des chefs d'entreprise en matière de financement (capitaux propres ou capitaux empruntés) ; il est indépendant des politiques fiscales et des décisions de distribution de dividendes. Le taux de résultat brut d'exploitation a légèrement diminué, passant de 8,5 % en 2001 à 8,3 % en 2002.

Cette tendance légèrement défavorable a été observée dans les biens de consommation (8,6 % en 2002, contre 8,8 % en 2001), les biens d'équipement (8,9 %, contre 9,1 %) et les biens intermédiaires (8,9 %, contre 9,3 %). À l'inverse, le taux de résultat brut d'exploitation a progressé dans les industries agroalimentaires (7,1 % en 2002, contre 6,8 % en 2001) et de façon plus sensible dans l'industrie automobile (5,8 %, au lieu de 5,2 %).

### Taux de résultat brut d'exploitation

(en %)



EB : industries agroalimentaires

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

De son côté, le ratio « résultat brut d'exploitation/valeur ajoutée » a perdu 0,6 point, pour se fixer à 25,2 % en 2002. Il a reculé dans tous les grands secteurs économiques à l'exception de l'industrie automobile (19,8 % en 2002, contre 17,9 % l'année précédente) et des industries agroalimentaires où il conserve un niveau particulièrement élevé (33,3 % en 2002, au lieu de 32,5 % en 2001).

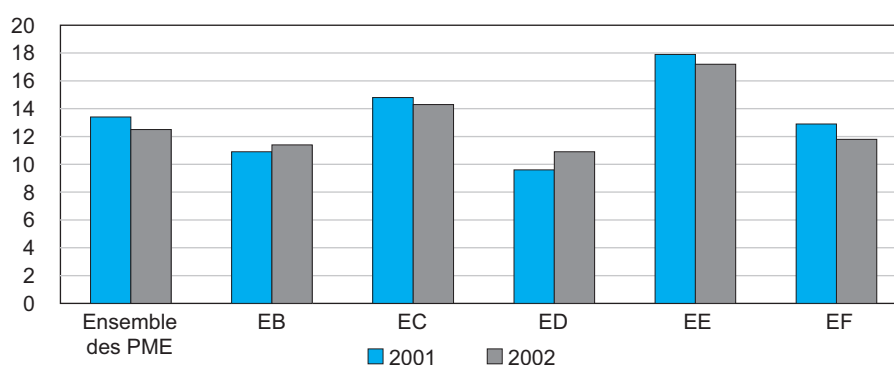
La rentabilité brute du capital d'exploitation (résultat brut d'exploitation/capital d'exploitation) permet d'évaluer l'efficacité des entreprises dans la mise en œuvre du capital d'exploitation<sup>10</sup>. Ce ratio a diminué de 0,6 point, pour se fixer à 12,8 % en 2002, sous l'effet conjugué de la baisse du résultat brut d'exploitation et de la hausse du capital d'exploitation (2,9 %).

<sup>10</sup> Capital d'exploitation = immobilisations d'exploitation (incorporelles, corporelles et en location-financement) + besoins en fonds de roulement d'exploitation

Comme pour les indicateurs précédents, la rentabilité brute du capital d'exploitation a reculé en 2002 dans les biens intermédiaires (11,8 %, contre 12,9 % en 2001), les biens d'équipement (17,2 %, au lieu de 17,9 %) et les biens de consommation (14,3 %, contre 14,8 %). À l'inverse, elle a progressé dans les industries agroalimentaires (11,4 %, contre 10,9 %) et surtout dans l'industrie automobile (10,9 %, au lieu de 9,6 %) où, comme indiqué ci-dessus, le résultat brut d'exploitation a augmenté de 16,6 % en 2002.

### Rentabilité brute du capital d'exploitation

(en %)



EB : industries agroalimentaires

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

La rentabilité nette du capital d'exploitation (résultat net d'exploitation <sup>11</sup>/capital d'exploitation) conditionne pour partie la possibilité de croissance des entreprises. Elle a perdu 0,4 point en 2002 et s'établit à 8 %, en raison de la baisse du résultat net d'exploitation (- 2,5 %) conjuguée à une hausse du capital d'exploitation. Comme pour les indicateurs précédents, cette dégradation a concerné tous les grands secteurs productifs, sauf l'industrie automobile et les industries agroalimentaires.

En définitive, les ratios de marges et de rentabilité d'exploitation ont évolué de façon défavorable pour les PME industrielles, à l'exception de l'industrie automobile et des industries agroalimentaires. La dégradation observée est cependant restée modérée.

<sup>11</sup> Résultat net d'exploitation = résultat brut d'exploitation + transfert de charges d'exploitation – dotations d'exploitation aux amortissements et aux provisions (nettes des reprises) dont les amortissements de crédit-bail

### 3.2. Les résultats globaux

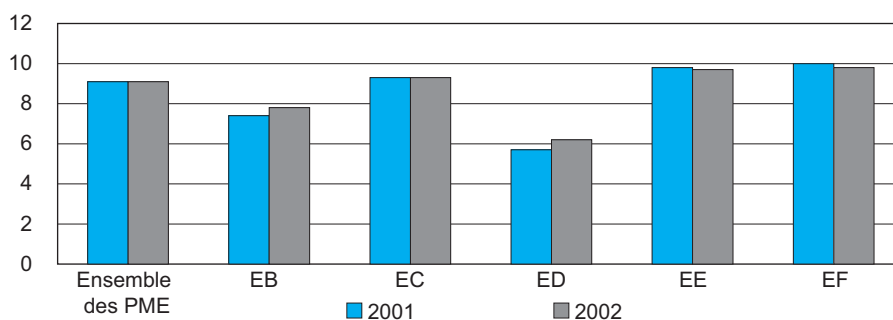
Les résultats globaux sont calculés, après prise en compte des opérations hors exploitation.

Le résultat brut global <sup>12</sup> permet d'apprécier la capacité des entreprises à dégager du profit dans le cadre de l'ensemble de leurs activités d'exploitation, financières et exceptionnelles. Il fournit une mesure de la rémunération brute des capitaux (avant amortissements, provisions et impôts). Il s'est très légèrement accru en 2002 (0,4 % dans l'ensemble des PME industrielles) grâce à une augmentation importante des opérations hors exploitation, liée au dégonflement du solde fortement négatif des opérations exceptionnelles. Trois secteurs ont bénéficié de cette évolution favorable : l'industrie automobile (+ 13,8 %), les industries agroalimentaires (+ 8 %) et les biens de consommation (+ 2 %). À l'inverse, les biens d'équipement et les biens intermédiaires ont connu une diminution de leur résultat brut global (respectivement, - 0,5 % et - 3,5 % en 2002).

Le taux de marge brute globale, rapportant le « résultat brut global au chiffre d'affaires hors taxes », est resté stable, à 9,1 % pour l'ensemble de l'industrie manufacturière. Ce résultat d'ensemble masque des évolutions divergentes selon les grands secteurs d'activité. Ainsi, seul le ratio des biens de consommation est resté identique à celui de 2001 (9,3 %). L'évolution a été positive pour les PME des industries agroalimentaires (0,4 point, pour atteindre 7,8 %) et celles de l'automobile (0,5 point, pour s'établir à 6,2 %). En revanche, on observe un très léger retrait dans les biens d'équipement et les biens intermédiaires, où le taux de marge brute globale a été, en 2002 de, respectivement, 9,7 % et 9,8 %, contre 9,8 % et 10,0 % en 2001. Ainsi, la hausse des opérations hors exploitation a permis d'atténuer la baisse du résultat brut d'exploitation.

#### Taux de marge brute globale

(en %)



EB : industries agroalimentaires

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

<sup>12</sup> Résultat brut global (RBG) = résultat brut d'exploitation + opérations hors exploitation (= quotes-parts sur opérations faites en commun + opérations financières + opérations exceptionnelles + transferts entre comptes de charges)

La rentabilité brute globale, mesurée par le rapport « résultat brut global/total des ressources »<sup>13</sup> a perdu 0,4 point, pour s'établir à 11,6 % en 2002. Ce ratio s'est détérioré dans tous les secteurs, à l'exception de l'industrie automobile et des industries agroalimentaires.

La rentabilité nette globale du capital financier, exprimée par le ratio « résultat net global<sup>14</sup>/capital financier<sup>15</sup> », a également reculé de 0,4 point, pour se fixer à 11,9 % en 2002. Cette dégradation est due à une baisse du résultat net global conjuguée à l'accroissement du capital financier et, notamment, des capitaux propres.

La rentabilité financière<sup>16</sup>, qui permet de mesurer le rendement des capitaux propres, a légèrement diminué, revenant de 9,8 % en 2001 à 9,6 % en 2002. L'évolution de cet indicateur a différé selon le secteur tant en niveau qu'en évolution : une progression dans l'industrie automobile (0,7 point, pour s'établir à 4,1 %), dans les biens de consommation (0,5 point, pour atteindre 10,4 %) et dans les industries agroalimentaires (0,4 point, pour se fixer à 8,5 %) ; un recul dans les biens intermédiaires (- 0,4 point, pour revenir à 8,4 %) et dans les biens d'équipement (- 1,2 point, pour s'établir à 14,0 %) en raison d'une progression marquée des capitaux propres et d'une légère baisse du résultat de l'exercice.

La diminution du coût apparent de l'endettement<sup>17</sup> (5,2 % en 2002, contre 5,7 % en 2001), légèrement supérieure à la baisse de 0,4 point de la rentabilité nette globale, a entraîné un maintien de l'écart positif rentabilité-coût<sup>18</sup>. Ainsi, l'effet de levier est resté favorable, alors même que la baisse de la rentabilité financière résulte à la fois de la dégradation de la rentabilité nette globale et de la diminution sensible du taux d'endettement.

#### 4. Modification de la répartition des revenus

Le revenu global<sup>19</sup> se répartit entre différents partenaires de l'entreprise : le personnel, les prêteurs, l'État, les associés ou actionnaires, la fraction conservée par l'entreprise constituant l'autofinancement. En 2002, le revenu global s'est légèrement accru (1,4 % par rapport à 2001), à un rythme supérieur à celui de la valeur ajoutée, grâce à la hausse sensible des produits et charges hors exploitation.

<sup>13</sup> Total des ressources = capitaux propres appelés + total des amortissements, provisions pour dépréciation, risques et charges + endettement financier (où endettement financier = ensemble des ressources empruntées, notamment celles empruntées au groupe et aux associés)

<sup>14</sup> Résultat net global = résultat brut global - dotations nettes aux amortissements et provisions + subventions d'investissement virées au résultat + transferts de charges en charges à répartir

<sup>15</sup> Capital financier = capitaux propres appelés + endettement financier

<sup>16</sup> Rentabilité financière = résultat de l'exercice / capitaux propres appelés

<sup>17</sup> Coût apparent de l'endettement = 100 (charges d'intérêt / endettement)  
Ce ratio, qui rapporte le flux annuel des charges d'intérêt à l'endettement de fin d'année, ne reflète qu'imparfaitement les taux pratiqués, qui ont diminué depuis la fin de l'année 2001.

<sup>18</sup> Levier d'endettement = taux d'endettement financier ((écart rentabilité-coût)

avec écart rentabilité-coût = rentabilité nette globale du capital financier - coût apparent de l'endettement

<sup>19</sup> Revenus répartis ou revenu global = valeur ajoutée produite + autres produits et charges d'exploitation retraités + produits et charges hors exploitation + transferts de charges globaux

Les revenus répartis correspondent à la notion de valeur ajoutée globale (VAG) à laquelle sont ajoutés les impôts, taxes et versements assimilés comptabilisés en charges d'exploitation.

Les charges de personnel ont continué de croître (2,1 % dans l'ensemble des grands secteurs productifs), malgré la réduction des effectifs. La part des charges de personnel dans le revenu global a augmenté de 0,5 point pour atteindre à 67,7 %. Cet indicateur a connu des évolutions différentes selon les secteurs. Il s'est accru dans les biens de consommation (69,7 %, contre 69,2 % en 2001), les biens d'équipement (72,4 %, au lieu de 71,7 %) et les biens intermédiaires (68,1 %, contre 67,2 % en 2001). L'accroissement des salaires et surtout des charges sociales dans ces secteurs, qui ont réduit leurs effectifs, peut s'expliquer par l'imputation d'indemnités de licenciement. À l'inverse, deux secteurs ont enregistré une baisse de la part des charges de personnel alors qu'ils ont créé des emplois : l'industrie automobile (de 75,9 % en 2001 à 74,4 % en 2002) et, dans une moindre mesure, les industries agroalimentaires (de 56,5 % à 56,4 %).

La part revenant à l'État, correspondant à l'ensemble des impôts et taxes versés par les sociétés, s'est très légèrement repliée (– 0,3 point, s'établissant à 10,4 % en 2002). Cette évolution résulte tant d'une moindre contribution de la composante « impôts et taxes » (5,8 % en 2002, contre 6,0 % en 2001) que de celle de l'impôt sur les sociétés (4,5 % en 2002, contre 4,7 % en 2001).

La part des intérêts versés aux prêteurs a également diminué, passant de 3,1 % à 2,8 % des revenus répartis en 2002. La baisse sensible des frais financiers (– 8 %) résulte à la fois de la diminution du montant de l'endettement financier (– 2,2 % en 2002) et de la baisse générale des taux en 2002, dont l'effet s'est traduit par un moindre coût apparent de l'endettement (5,2 % en 2002, au lieu de 5,7 % en 2001). Une faible partie (0,4 % des revenus globaux en 2002) a été affectée sous forme d'intérêts au groupe et aux associés. Celle-ci a très légèrement diminué (– 0,1 point) alors que, dans le même temps, les ressources mises à la disposition de l'entreprise par le groupe ont augmenté de 0,5 % en montant, représentant 22,1 % de l'endettement financier contracté par les PME industrielles, contre 21,9 % en 2001.

Le montant des dividendes versés aux actionnaires a diminué de – 0,6 % en valeur. Leur part dans les revenus répartis est ainsi revenue de 5,0 % en 2001, à 4,9 % en 2002.

Finalement, le taux d'épargne de l'entreprise, mesuré en rapportant l'autofinancement au revenu global, a progressé, passant de 13,9 % en 2001 à 14,2 % en 2002. Les hausses les plus fortes concernent les industries agroalimentaires (20,1 % en 2002, contre 16,9 % en 2001) et l'industrie automobile (10,9 % en 2002, contre 7,4 % en 2001). Dans les industries des biens de consommation, la part de l'autofinancement est restée stable à 13,3 %. À l'inverse, elle a légèrement diminué dans les biens d'équipement (11,2 % en 2002, au lieu de 11,7 % en 2001) et dans les biens intermédiaires (de 14,3 %, contre 14,7 %).

Ainsi, en 2002, malgré la hausse du poids des charges de personnel, les PME industrielles, tous secteurs confondus, ont pu consacrer à l'autofinancement une part de leurs revenus un peu plus importante que celle de l'année précédente.

## 5. Amélioration de la contrainte de solvabilité

La contrainte de solvabilité, mesurée par le poids des charges d'intérêt dans le résultat brut global, détermine la capacité de l'entreprise à s'endetter. Elle s'est globalement améliorée (10,3 % en 2002, contre 11,4 % en 2001) grâce à la diminution du montant des charges d'intérêts conjuguée à la légère augmentation du revenu global. Cette évolution favorable, observée dans tous les grands secteurs de l'industrie, a été plus particulièrement marquée dans l'industrie automobile (11,8 % en 2002, au lieu de 16,9 % en 2001) où le résultat brut global s'est sensiblement accru.

### PMI

	2001	2002
	(en %)	
Taux de variation des intérêts versés	16,4	- 8,0
Coût apparent de l'endettement	5,7	5,2
Poids des intérêts sur le résultat brut global	11,4	10,3

En définitive, pour l'année 2002, l'évolution modérée des indicateurs de résultats, un peu moins défavorable pour les résultats globaux que pour les résultats d'exploitation, alliée à la diminution des charges d'intérêt et des dividendes versés, a permis aux PME de renforcer leur autofinancement et d'améliorer leur contrainte de solvabilité.

## 6. Augmentation de l'autofinancement de l'investissement et du cycle d'exploitation

L'investissement recense les opérations d'acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles ou financières. Les investissements nets recouvrent les investissements d'exploitation, les acquisitions de participations et titres immobilisés ainsi que les variations des autres actifs immobilisés hors charges à répartir, déduction faite des cessions d'immobilisation corporelles, incorporelles et financières.

Les investissements nets ont diminué de 11,4 % en 2002. Cette évolution touche les acquisitions d'immobilisations corporelles (– 12,7 %) et de biens en crédit-bail (– 6,1 %), mais aussi les achats de participations, qui ont reculé de 40 %.

Compte tenu de l'augmentation du montant de l'autofinancement des entreprises (+ 3,5 % en 2002), la couverture des investissements nets par l'autofinancement s'est sensiblement améliorée (119,5 % en 2002, contre 102,2 % en 2001). Ces ressources internes ont ainsi mieux couvert les investissements d'exploitation, à hauteur de 115,2 % en 2002, contre 99,1 % en 2001.

Le taux d'autofinancement, qui rapporte l'autofinancement à la formation brute de capital fixe (FBCF) <sup>20</sup>, a progressé de 15,4 points, pour atteindre 117,4 % en 2002.

<sup>20</sup> La FBCF est ici approchée par acquisitions d'immobilisations corporelles + immobilisations nouvelles en crédit-bail hors *lease-back* + brevets et logiciels acquis.



Les flux d'emplois nets sont constitués des investissements nets auxquels s'ajoutent les variations des disponibilités et valeurs mobilières de placement ainsi que celles des besoins en fonds de roulement. Ces dernières se sont contractées en 2002, alors qu'elles avaient sensiblement augmenté en 2001. Les flux d'emplois nets ont donc été beaucoup moins importants en 2002 (– 21,6 % par rapport à 2001). Le taux d'autofinancement du flux d'emplois nets s'est donc accru (109,2 %, contre 82,7 %).

## 7. Renforcement des structures financières

### 7.1. Financement et structure d'endettement

Selon la méthodologie de la Centrale de bilans, la notion d'« emplois » recouvre les divers postes de l'actif du bilan en les regroupant suivant les fonctions principales que doivent assurer les entreprises.

Les actifs composant les emplois sont constitués :

- des actifs d'exploitation : immobilisations corporelles, immobilisations incorporelles et biens acquis en crédit-bail ou en location financière ;
- des participations et autres actifs immobilisés hors exploitation dont les prêts au groupe et associés (part à plus d'un an) ; ces postes relèvent de la fonction financière ;
- des besoins en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation, ces derniers retraçant les opérations liées aux fonctions de répartition <sup>21</sup>, d'investissement/désinvestissement <sup>22</sup> et de financement ;
- de la trésorerie actif (disponibilités, valeurs mobilières de placement et avances de trésorerie du groupe et associés, c'est-à-dire la part à moins d'un an).

L'actif immobilisé, constitué des deux premières composantes des emplois, a progressé de 4,8 % en 2002.

L'examen de la structure des emplois montre une légère diminution de la part des capitaux investis <sup>23</sup> dans le total des emplois (88,5 % en 2002, contre 89,2 % en 2001) qui traduit une augmentation du poids relatif des actifs immobilisés dans le total des emplois à 64,2 % (+ 0,4 point) et une contraction de celui des besoins en fonds de roulement d'exploitation à 24,2 % (– 1,3 point).

Les ressources à la disposition des entreprises ont augmenté de 4,0 % en 2002. Elles sont regroupées suivant leur origine économique et sont constituées de deux grands agrégats : le financement propre et le financement externe.

<sup>21</sup> Créances – dettes d'impôt sur bénéfices

<sup>22</sup> Créances – dettes sur immobilisations

<sup>23</sup> Actifs immobilisés et besoins en fonds de roulement d'exploitation

Le financement propre, qui couvre, outre les capitaux propres appelés (en hausse de 5,2 %), le total des amortissements et provisions pour risques et charges et pour dépréciation (en hausse de 6,6 %), a augmenté en 2002 de 6,0 % par rapport à l'exercice précédent et représente 77,3 % du total des ressources.

La part du financement externe – ou endettement financier – en 2002 est de 22,7 % du total des ressources. En montant, l'endettement financier, composé des emprunts et de la trésorerie passif<sup>24</sup>, s'inscrit en baisse de 2,2 %. L'analyse de sa composition montre une diminution de la part des emprunts bancaires, qui représente 10,2 % des ressources en 2002 (– 0,4 point), et de celle des emprunts auprès du groupe et associés, qui s'établit à 5 % (– 0,3 point).

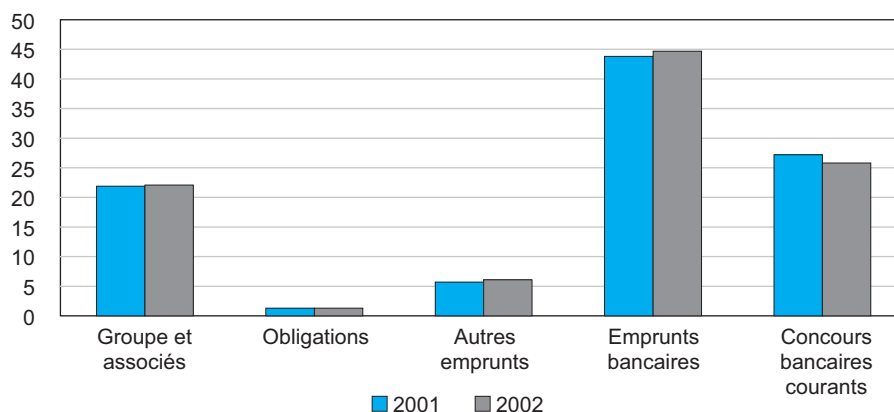
La trésorerie passif est constituée essentiellement (à 92,7 %) des crédits bancaires courants et des créances cédées non échues. Ces deux composantes représentent 5,9 % des ressources. Le montant des concours bancaires courants a sensiblement diminué en 2002 (– 8,8 % en encours par rapport à 2001).

Au total, le financement propre a représenté une part accrue (+ 1,5 point) dans le total des ressources (77,3 %) alors que celle du financement externe a diminué (22,7 %).

L'analyse de l'endettement financier peut être complétée par l'examen de ses différentes composantes qui permet d'apprécier, notamment, le degré de dépendance des entreprises vis-à-vis du système bancaire.

### Structure de l'endettement financier des PME 2001-2002

(en %)



Dans un contexte de baisse du total de l'endettement financier (– 2,2 % en 2002), le poids des banques dans l'endettement financier<sup>25</sup> a légèrement diminué

<sup>24</sup> Trésorerie passif = crédits bancaires courants + créances cédées non échues + avances de trésorerie reçues du groupe et associés + TCN émis hors groupe

<sup>25</sup> Part des banques dans l'endettement financier = (emprunts bancaires + crédits bancaires courants + créances cédées non échues) / endettement financier

en 2002 ; il représente 70,4 % du total de l'endettement financier, contre 71,0 % en 2001. Les crédits bancaires à court terme ont sensiblement reculé, pour ne plus constituer que 25,8 % de l'endettement (soit une baisse de 1,4 point). Cette dernière évolution est à rapprocher de la baisse des besoins de financement en fonds de roulement.

L'augmentation de 0,9 point de la part des emprunts bancaires dans l'endettement (représentant 44,7 % de l'endettement) masque en fait une diminution du montant des encours de -0,3 % en 2002, qui s'explique notamment par la baisse de l'investissement.

La part des obligations, structurellement faible dans les PME, est restée stable à 1,3 % de l'endettement financier.

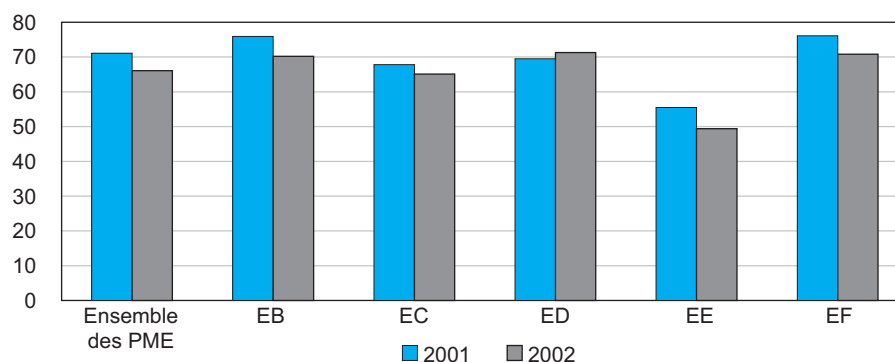
Celle du financement du groupe et associés a légèrement augmenté en 2002, pour s'établir à 22,1 % de l'endettement (soit + 0,2 point).

Au total, le taux d'endettement financier, mesuré par le ratio « endettement financier/capitaux propres appelés », a sensiblement diminué en 2002 (66,1 %, contre 71,1 % en 2001), marquant ainsi un arrêt de la reprise de l'endettement constatée au cours des deux exercices précédents. Cette évolution du taux d'endettement dans les PME en 2002 s'explique par une diminution du montant de l'endettement financier conjuguée à une hausse des capitaux propres.

La diminution du taux d'endettement financier a concerné tous les grands secteurs à l'exception de l'industrie automobile où ce taux est passé de 69,5 % en 2001 à 71,3 % en 2002. Dans les industries agroalimentaires, les biens d'équipements et les biens intermédiaires, la baisse a été particulièrement sensible (plus de 5 points), le ratio s'établissant à 70,2 %, 49,4 % et 70,8 %, respectivement. Les biens de consommation enregistrent également une diminution de leur taux d'endettement financier (65,1 % en 2002, contre 67,8 % en 2001).

#### Taux d'endettement financier (endettement financier/capitaux propres appelés)

(en %)



EB : industries agroalimentaires  
 EC : industrie des biens de consommation  
 ED : industrie automobile  
 EE : industrie des biens d'équipement  
 EF : industrie des biens intermédiaires

Le taux d'endettement financier net (rapport de l'endettement financier net <sup>26</sup> aux capitaux propres) s'est inscrit en diminution (à 30,8 %, contre 36,9 % en 2001), en raison d'une progression sensible de toutes les composantes de la trésorerie actif.

## 7.2. Équilibres financiers

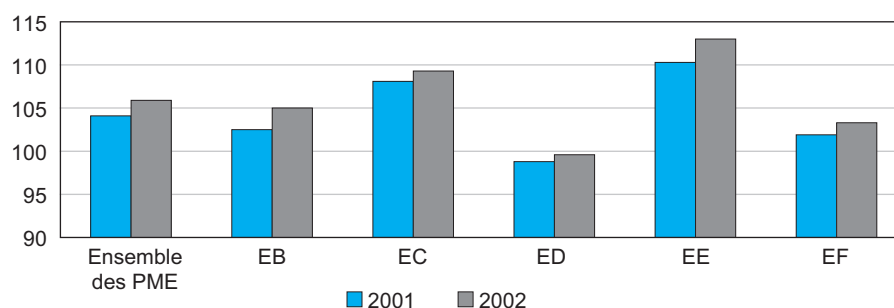
La distinction entre financement propre et endettement financier peut être complétée par la notion de financement stable regroupant le financement propre et les emprunts : capitaux empruntés sur le marché financier (obligations) ou auprès des tiers, du groupe et associés (autres emprunts), emprunts bancaires à l'exception des crédits bancaires courants.

Pour éviter tout risque de rupture de financement, les capitaux investis (actifs immobilisés et besoins en fonds de roulement d'exploitation) doivent être adossés à des ressources stables.

Le ratio « couverture stable des capitaux investis » (financement stable/capitaux investis) a progressé en 2002, pour s'établir à 105,9 % (+ 1,8 point). Cet indicateur a augmenté dans tous les secteurs et plus sensiblement dans les industries des biens d'équipement et agroalimentaires, où il a atteint, respectivement, 113 % et 105 %.

### Couverture stable des capitaux investis

(en %)



EB : industries agroalimentaires  
 EC : industrie des biens de consommation  
 ED : industrie automobile  
 EE : industrie des biens d'équipement  
 EF : industrie des biens intermédiaires

Le financement stable a pour vocation première de financer les actifs immobilisés : le complément de ressources disponibles ou fonds de roulement net global, représentant 29,4 % de l'ensemble des ressources à la disposition des entreprises (29,1 % en 2001), a permis de couvrir les besoins en fonds de roulement.

<sup>26</sup> Endettement financier net = endettement financier – trésorerie actif, où trésorerie actif = disponibilités + valeurs mobilières de placement + avances de trésorerie au « groupe et associés »

Dans ces conditions, la trésorerie nette (fonds de roulement net global – besoins en fonds de roulement) est demeurée positive en 2002. Elle a progressé dans tous les secteurs de l'industrie en 2002, s'établissant à 5,8 % des ressources, contre 4,5 % en 2001.

Globalement, l'amélioration de la couverture des capitaux investis et la diminution de l'endettement des PMI, accompagnée d'une réorientation du financement de court terme vers le long terme, traduisent un renforcement des équilibres financiers.